

GREFFE

du Tribunal de Commerce de

FOIX

BP 153 - 09004 FOIX CEDEX

TELECOPIE : 61 02 66 58

MINI TEL : ****36 29 11 11 ****

CCF TOULOUSE 24 11 42 C

CERTIFICAT
DE DEPOT D'ACTES DE SOCIETE

** S.A.R.L.

* ESTEBE ELECTRIC

Concernant * QUARTIER SAINT ROCH

*

*

** 09400 TARASCON SUR ARIEGE

Ref : 88B103

RCS : 347456147

Pièces déposées le 18/11/1993

Numéro : 930853

- EXPEDITION ACTE NOTARIE du 18/09/1992 : CESSION DE PARTS (OU DONATION)
ENTRE MR AMIEL FRANCOIS D'UNE PART
ET MME MONTIEL MARTINE D'AUTRE PART

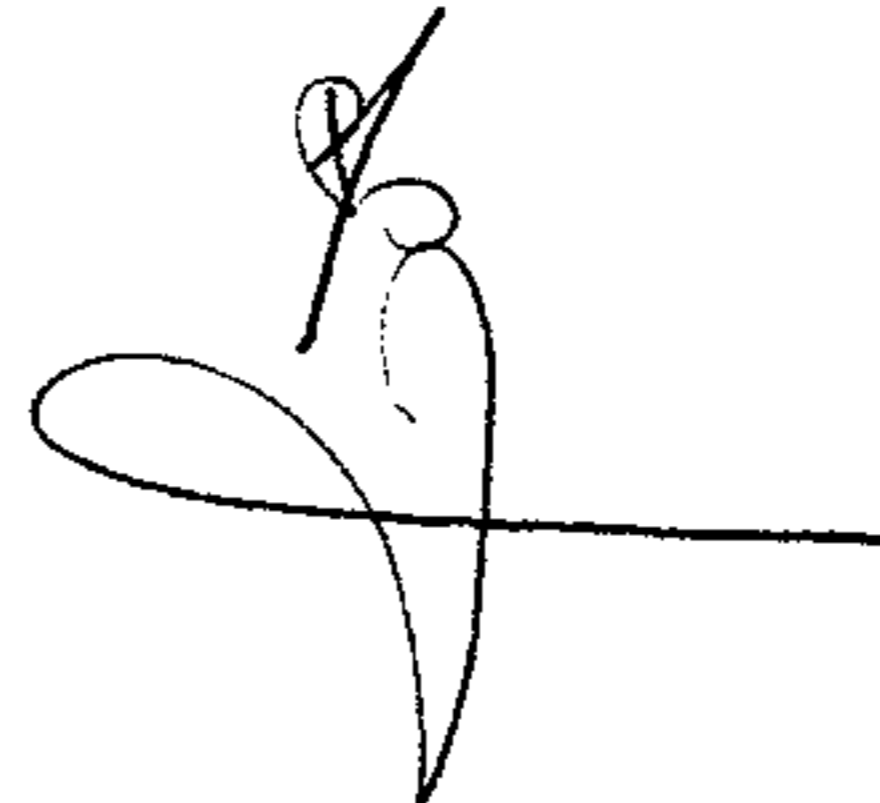
EXPEDITION ACTE NOTARIE du 18/12/1992 : MISE EN HARMONIE STATUTS
SUITE A LA CESSION

Cost du dépôt : 76.78 Francs.

Dont T.V.A. : 7.18 Francs.

Cia : 1273

Le Greffier.



DEPOT EFFECTUE EN CONFORMITE AVEC L'ARTICLE 47 DU DECRET N°
64-406 DU 30 MAI 1984

** Maître

* MAURENS Guy

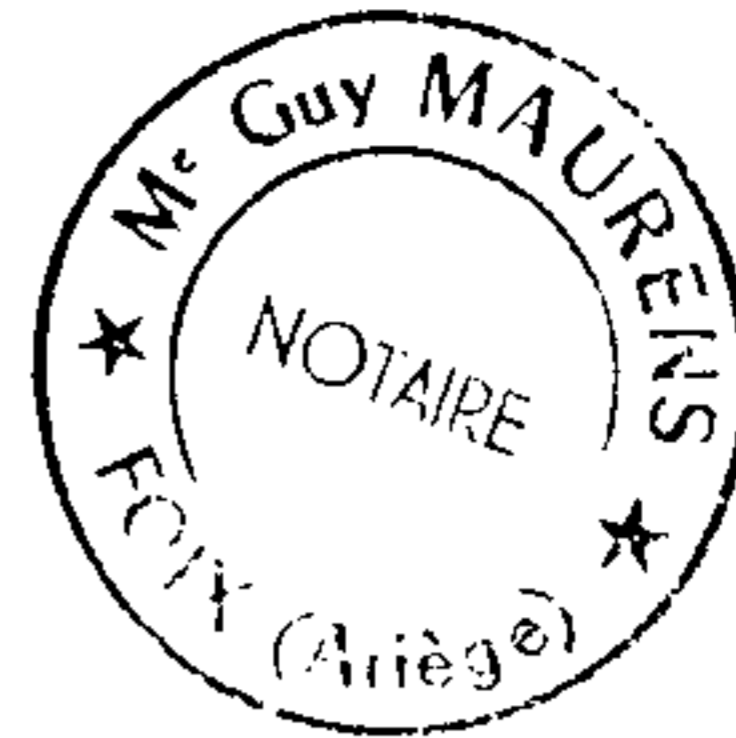
Dépot Effectué Par * 2 BOULEVARD ALSACE LORRAINE

*

*

** 09000 FOIX

Droit de timbre payé sur état
Autorisation du 15 janvier 1981



1

YL : 11/1
N° : 7/09275.92

L'AN MIL NEUF CENT QUATRE VINGT DOUZE
Le DIX HUIT SEPTEMBRE
Maître Guy MAURENS, notaire à FOIX (Ariège) soussigné,
A reçu le présent acte authentique contenant
CESSION DE PARTS SOCIALES
ENTRE

1°) Monsieur AMIEL François Jean, retraité, époux de Madame ESTEBE Marie Jeanne, demeurant à MERCUS GARRABET (09400)
Né à MERCUS GARRABET (Ariège) le 5 Octobre 1924
Marié à la Mairie de BOMPAS (Ariège) le 11 Juin 1955, sans contrat de mariage, donc sous le régime de l'ancienne communauté légale de biens meubles et acquêts, sans modification depuis.
Ci-après dénommés "LE CEDANT".

CESSION DE
PARTS SOCIALES
=====
S.A.R.L.
"ESTEBE ELECTRIC"

Mr AMIEL François

Mme AUBERT Martine
=====

2°) Madame MONTIEL Martine Jacqueline, sans profession, épouse de Monsieur AUBERT Jean-Jacques Henri Etienne, Ingénieur, demeurant 12 A rue de la République 09000 VERNIOLLE
Née à RIEUX MINERVOIS (Aude) le 27 Mai 1963
Mariée à la Mairie de COUIZA (Aude) le 7 Août 1982, sans contrat de mariage, donc sous le régime de la communauté légale de biens réduite aux acquêts, sans modification depuis.
Ci-après dénommée "LE CESSIONNAIRE".

Les susnommés résidents français, disposant de la pleine capacité civile, n'ayant fait l'objet d'aucune mesure ou condamnation leur interdisant d'administrer, diriger ou contrôler une société.

CESSION DE PARTS SOCIALES

Le CEDANT est propriétaire de diverses parts sociales émises par la société à responsabilité limitée dénommée "ESTEBE ELECTRIC" au capital de CINQUANTE MILLE FRANCS (50.000 francs) divisé en CINQ CENTS PARTS sociales de CENT FRANCS chacune, entièrement libérées, ayant son siège social à TARASCON SUR ARIEGE (09400) Quartier Saint Roch et dont les statuts ont été établis aux termes d'un acte reçu par Maître Guy MAURENS, notaire à FOIX (Ariège), le 1er Juillet 1988, enregistré à FOIX (Ariège) le 8 Juillet 1988, bordereau numéro 266, case 2,

Ladite société immatriculée au registre du commerce et des sociétés de FOIX sous le numéro B 347 456 147 (Grefe FOIX 88 B

103), et identifiée à l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques sous le numéro 347 456 147 00011 (code A.P.E : 2816).

Ladite société ayant pour activité principale l'exploitation d'un fonds artisanal de "Matériels électriques, réparation de gros matériels électriques, vente, réparation d'appareils électriques, électroniques, hydrauliques, mécaniques ou pneumatiques. Etude, réalisation de machines à commandes électriques ou électroniques" ainsi qu'il résulte de l'extrait d'immatriculation délivré le 2 Septembre 1992 par le greffe du tribunal de commerce de FOIX, demeuré annexé aux présentes après mention.

Par ces présentes le CEDANT cède aux conditions ordinaires et de droit au CESSIONNAIRE qui accepte les cinquante parts sociales qu'il possède dans ladite société portant les numéros 351 à 400.

TRANSFERT DE PROPRIETE - JOUISSANCE

Le CESSIONNAIRE sera propriétaire des parts cédées à compter de ce jour avec tous les droits y attachés. Il aura seul droit aux bénéfices de l'exercice en cours qui seraient attribués aux parts cédées ainsi qu'aux dividendes afférents à des exercices antérieurs qui seraient mis en distribution à partir de ce jour.

A cet effet, le CEDANT met et subroge le CESSIONNAIRE dans tous les droits et actions attachés aux parts cédées.

P R I X

La présente cession est consentie et acceptée au prix total de CENT MILLE FRANCS (100.000 francs).

Lequel prix le CESSIONNAIRE l'a payé comptant au CEDANT qui le reconnaît et en donne quittance.

DONT QUITTANCE

Ce paiement a eu lieu à l'instant même et ainsi qu'il résulte de la comptabilité du notaire soussigné.

CONVENTION DE NON GARANTIE

Le CEDANT qui n'a pas participé à la direction de la société déclare ne faire aucune garantie, la présente cession étant consentie à forfait.

Le CESSIONNAIRE déclare avoir parfaite connaissance de la situation financière de la société et libère le CEDANT de toute garantie sur la valeur des parts présentement cédées.

DECLARATIONS

Le CEDANT déclare :

- qu'il est propriétaire des parts cédées pour les avoir reçues à la fondation de la Société, en rémunération de son apport ainsi qu'il résulte des statuts.

- que les parts cédées sont libres de tout nantissement, saisie ou autre mesure pouvant faire obstacle à la cession, anéantir ou réduire les droits du CESSIONNAIRE sur lesdites parts.

Le CEDANT et le CESSIONNAIRE déclarent :

- que la cession ne porte pas atteinte au caractère pluripersonnel de la société émettrice.

- que la société émettrice reste passible de l'impôt sur les sociétés.

INTERVENTION DU CONJOINT DU CEDANT

Madame ESTEBE Marie Jeanne, retraitée, demeurant à MERCUS GARRABET (Ariège) épouse de Monsieur AMIEL François Jean, CEDANT
Née à BOMPAS (Ariège) le 29 Août 1924

Intervient à la présente convention pour, après avoir pris connaissance de tout ce qui précède, déclarer consentir à la cession mais sans se porter co-cédant, ainsi qu'à l'encaissement du prix par le cédant, mais sans prendre aucune responsabilité à cet encaissement, le prix ayant été remis au cédant sous sa seule signature.

INTERVENTION DU CONJOINT DU CESSIONNAIRE

Monsieur AUBERT Jean-Jacques Henri Etienne, Ingénieur, demeurant 12 A rue de la République 09000 VERNIOLLE époux de Madame MONTIEL Martine Jacqueline, cessionnaire
Né à COUIZA (Aude) le 12 Avril 1959.

Intervient à la présente convention pour, après avoir pris connaissance de tout ce qui précède, déclarer :

* qu'il était au courant depuis un certain temps déjà de l'intervention de celle ci

* qu'il prend acte de la présente acquisition mais n'entend pas devenir personnellement associé.

AGREMENT DE LA CESSION

Aux présentes et à l'instant interviennent :

1°) Monsieur ESTEBE Jean-Michel François, gérant de société, et Madame CAROL Régine Anne, sans profession, son épouse, demeurant à BOMPAS (09400)

Monsieur né à TOULOUSE (Haute-Garonne) le 25 Juillet 1959

Madame née à PAMIERS (Ariège) le 5 Janvier 1958

Mariés à la Mairie de BOMPAS (Ariège) le 16 Juillet 1977, sans contrat de mariage, donc sous le régime de la communauté légale de biens réduite aux acquêts, sans modification depuis.

2°) Mademoiselle ESTEBE Simone, assistante dentaire, demeurant au lieu-dit "La Bèxane" 09400 BOMPAS, célibataire

Née à TARASCON SUR ARIEGE le 10 Avril 1937

3°) Monsieur ESTEBE Fernand, artisan maçon, demeurant au lieu-dit "La Bèxane" 09400 BOMPAS, célibataire
Né à PAMIERS (Ariège) le 28 Mars 1936

4°) Monsieur CAROL Robert Jean Emmanuel, retraité, époux de Madame JALBERT Suzanne Andrée, sans profession, demeurant à LUZENAC (09250)

Né à TOULOUSE (Haute-Garonne) le 14 Février 1932

Marié à la Mairie d'USSAT (Ariège) le 5 Avril 1955 sans contrat de mariage, donc sous le régime de l'ancienne communauté légale de biens meubles et acquêts, sans modification depuis.

5°) Monsieur MAGRON Michel André Marie, retraité, époux de Madame BOSCHER Denise Marie Suzanne, sans profession, demeurant 09400 MERCUS GARRABET

Né à MEZIERES (Ardennes) le 3 Février 1928.

Marié à la Mairie de MESQUER (Loire-Atlantique) le 10 Septembre 1955, initialement soumis au régime de la séparation de biens avec société d'acquêts suivant contrat de mariage reçu par Maître ASTRIE, notaire à TARASCON SUR ARIEGE le 1er Septembre 1955, mais ayant adopté le régime de la séparation de biens pure et simple suivant contrat de mariage reçu par Maître BALARD notaire à SAINT GIRONS (Ariège) le 26 Septembre 1980, homologué par jugement du Tribunal de Grande Instance de FOIX le 4 Décembre 1980, sans modification depuis.

Les susnommés seuls autres associés avec le cédant aux présentes de la société à responsabilité limitée dénommée "ESTEBE ELECTRIC".

Lesquels déclarent :

- qu'il ont eu connaissance du projet de cession en temps opportun ;

- et qu'après avoir pris connaissance du présent acte de cession de parts sociales, tant par eux mêmes que par la lecture qui vient de leur en être faite, ils donnent en tant que de besoin leur agrément à la présente cession.

PUBLICITE DE LA CESSION
INTERVENTION DU GERANT

Monsieur ESTEBE Jean-Michel François, susnommé, gérant de la société émettrice, nommé à cette fonction et ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes en vertu de l'article 12 alinéas 1 et 2 des statuts, intervient au présent acte et déclare :

- que la société émettrice n'a reçu aucune signification de nantissement des parts cédées ni aucune opposition quelconque et qu'elle n'a connaissance d'aucune mesure ou empêchement pouvant arrêter ou suspendre l'effet de la présente cession.

- qu'il accepte expressément cette cession et dispense de sa signification à la société.

La formalité du dépôt au greffe du tribunal de Commerce de

FOIX sera accomplie par les soins du notaire soussigné.

MODIFICATION DES STATUTS

Le CESSIONNAIRE et les autres associés intervenants aux présentes, comme conséquence de la cession de parts sociales, décident de modifier à compter de ce jour, l'article 7 des statuts ainsi qu'il suit :

"ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de CINQUANTE MILLE FRANCS (50.000 francs) montant des apports effectués lors de la constitution de la société.

Il est divisé en CINQ CENTS parts de 100 F chacune numérotées de 1 à 500, entièrement libérées.

A la suite de cessions, ces parts appartiennent :

- A Monsieur ESTEBE Jean-Michel François à concurrence de 175 parts portant les numéros 1 à 175,	
ci	175 parts
- A Madame ESTEBE née CAROL à concurrence de 75 parts portant les numéros 176 à 250,	
ci	75 parts
- A Mademoiselle ESTEBE Simone à concurrence de 50 parts portant les numéros 251 à 300,	
ci	50 parts
- A Monsieur ESTEBE Fernand à concurrence de 50 parts portant les numéros 301 à 350,	
ci	50 parts
- A Madame AUBERT née MONTIEL à concurrence de 50 parts portant les numéros 351 à 400,	
ci	50 parts
- A Monsieur CAROL Robert à concurrence de 50 parts portant les numéros 401 à 450,	
ci	50 parts
- A Monsieur MAGRON michel à concurrence de 50 parts portant les numéros 451 à 500,	
ci	50 parts

Total égal au nombre de parts formant le capital social :	
ci	500 parts
	=====

Conformément à la loi, les associés déclarent expressément que lesdites parts sont réparties entre eux dans les proportions ci-dessus indiquées et qu'elles sont représentatives d'apports en espèces".

FRAIS

Les frais, droits et honoraires du présent acte et ceux qui en seront la suite et la conséquence seront à la charge du CESSIONNAIRE qui s'y oblige.

DONT ACTE SUR SIX PAGES

La lecture du présent acte a été donnée aux parties et aux intervenants et les signatures de ceux-ci sur ledit acte ont été recueillies par le notaire soussigné,

A FOIX (Ariège) en l'étude du notaire soussigné,

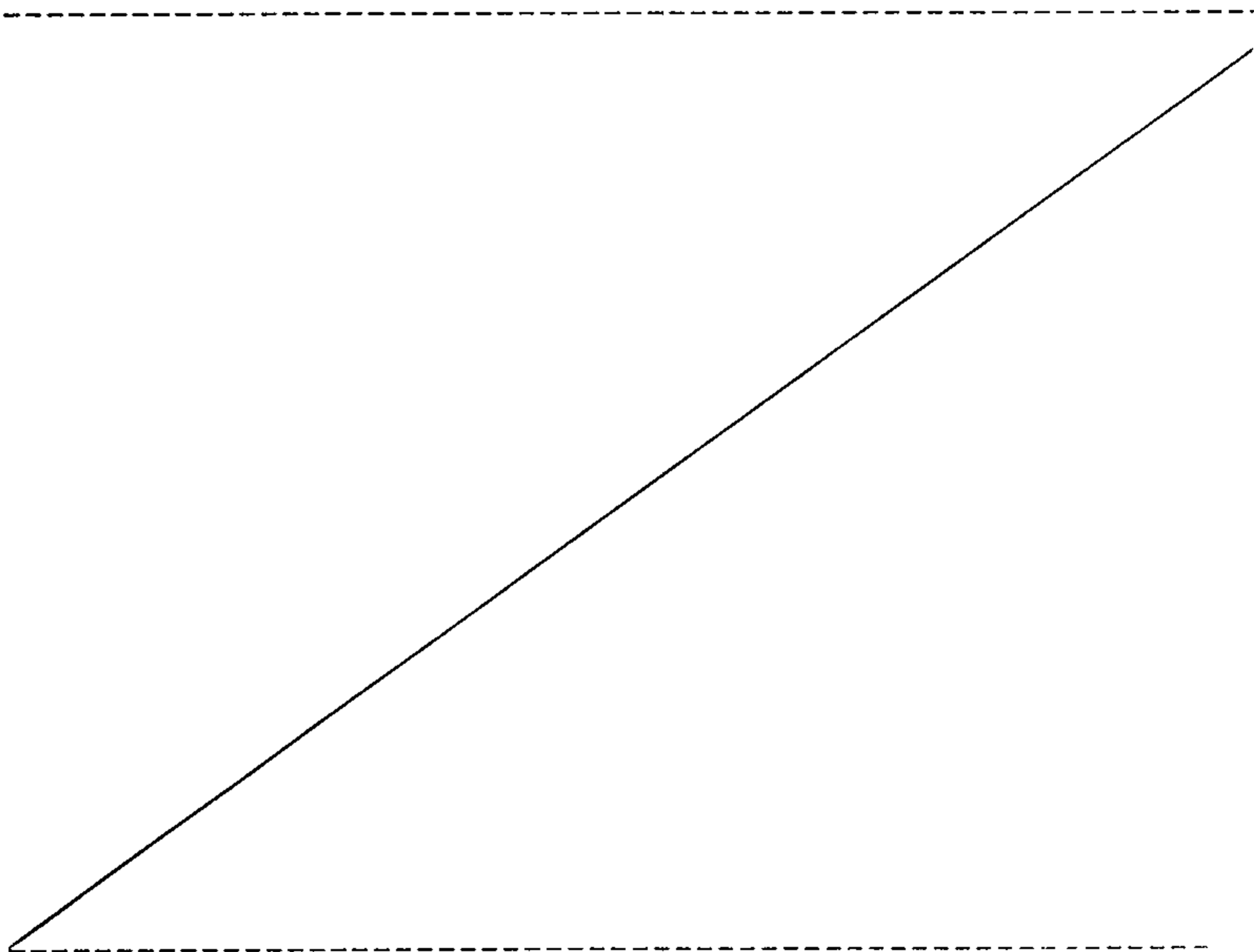
A la date indiquée en tête des présentes,

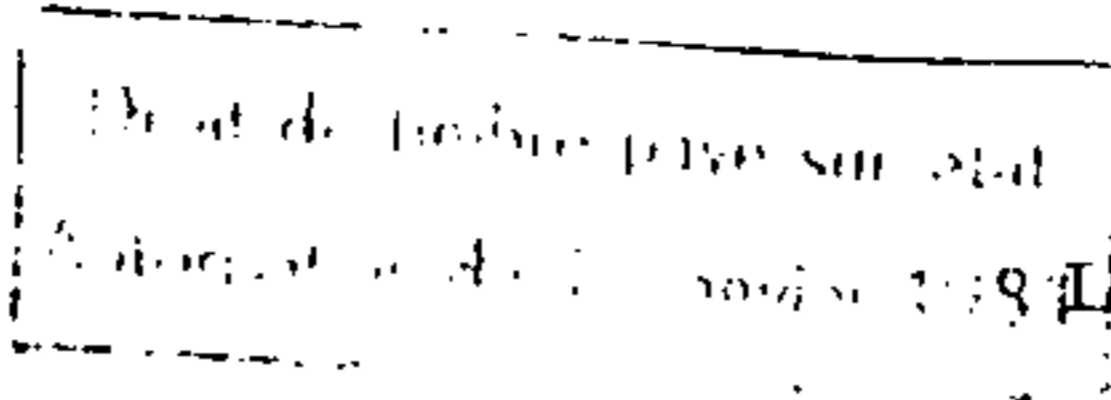
Et le notaire a signé le même jour.

-- suivent les signatures.

-- Enregistré à FOIX le 1 OCTOBRE 1992, Bordereau n° 389 Case n° 1 Reçu : QUATRE MILLE HUIT CENTS FRANCS.
P/ Le Receveur Divisionnaire signé : illisible.

-- suit la teneur de l'annexe.





**EXTRAIT
REGISTRE DU COMMERCE
ET DES SOCIETES**

Immatriculation en date du 20/ 7/1988
Numéro R.C.S. FOIX B 347 456 147 (88B103)

Dénomination Sociale : ESTEBE ELECTRIC

Forme : S.A.R.L.
Au Capital de : 50000.00 Francs

Adresse du Siège Social :
QUARTIER SAINT ROCH
09400 TARASCON SUR ARIEGE
FRANCE

GERANT :
Monsieur
ESTEBE JEAN-MICHEL
Né(e) le 25/ 7/1959 à 31 TOULOUSE
Demeurant :
09400 BOMPAS
FRANCE
Français(e)

Adresse du Principal Etablissement :
QUARTIER SAINT ROCH
09400 TARASCON SUR ARIEGE
FRANCE

Mode d' Exploitation : EXPLOITATION DIRECTE
Origine du Fonds : ACHAT
Activité : MATERIELS ELECTRIQUES
REPARATION DE GROS MATERIELS ELECTRIQUES, VENTE,
REPARATION APPAREILS ELECTRIQUES, ELECTRONIQUES,
HYDRAULIQUES, MECANIQUES OU PNEUMATIQUES. ETUDE,
REALISATION DE MACHINES A COMMANDES ELECTRIQUES
OU ELECTRONIQUES

.../...

Immatriculation en date du 20/ 7/1988
Numéro R.C.S. FOIX

B 347 456 147 (88B103)

Date Début Activité : 11/ 7/1988
Date Publicité Légale : 15/ 7/1988
Date Expiration Société : 20/ 7/2087
Date Cloture Exercice : 31 DECEMBRE

Observations :

FONDS ACQUIS PAR ACHAT AU PRIX DE 200 000.00F
PRES DE M ET MME BICHEYRE .OPPOSITIONS PRES DE
L'ETUDE DE MAITRE GUY MAURENS NOTAIRE A FOIX
ANNONCE LEGALE LA GAZETTE ARIEGEOISE

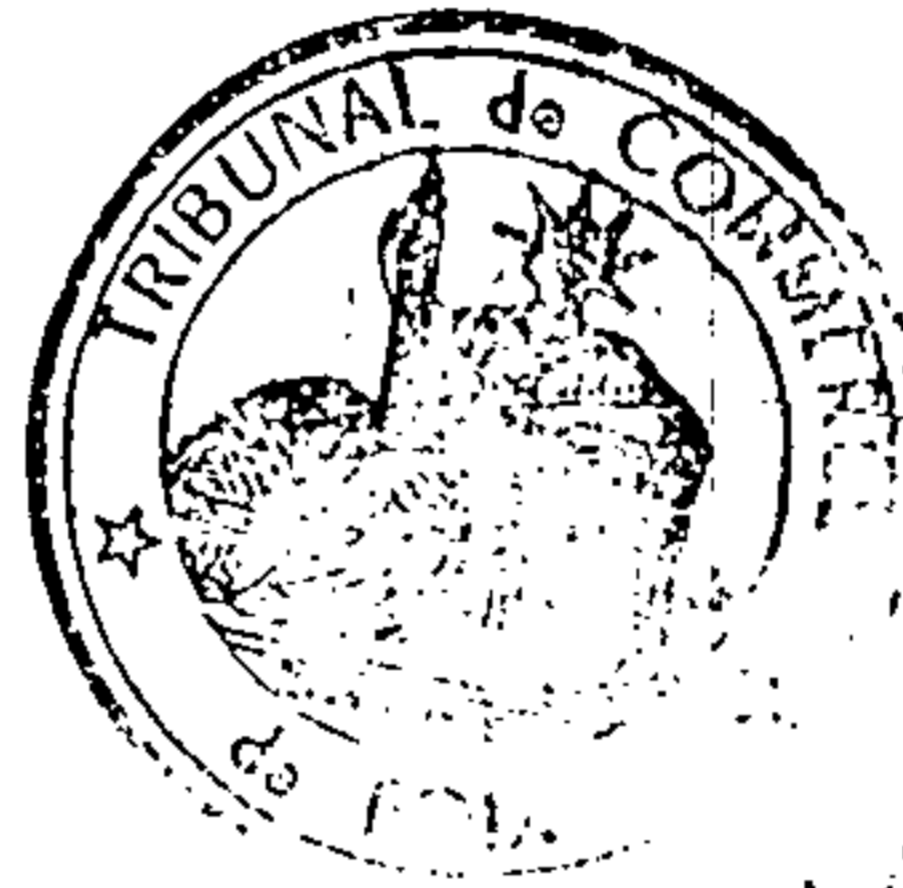
Le 2/ 9/1992

Page : 2

Pour extrait certifié conforme
délivré le 2/ 9/1992

N° interne : 1273

Le Greffier,



Conforme à la copie d'un acte reçu
par M. Guy LAURENS, Notaire
à FOIX (Ariège) soussigné, le 17
septembre 1992.

Laurens

S.A.R.L. "ESTEBE ELECTRIC"

Capital : 50.000 francs
Quartier Saint Roch
09400 TARASCON SUR ARIEGE

R.C.S. FOIX : B 347 456 147
(88 B 103)

=====

= Statuts : 1er Juillet 1988

= cession de parts sociales : 18 Septembre 1992

A V E N A N T

Par suite de la cession de la totalité des parts sociales qu'il détenait dans ladite société par Monsieur AMIEL François Jean au profit de Madame AUBERT née MONTIEL, aux termes d'un acte reçu par Maître MAURENS, notaire à FOIX, le 18 Septembre 1992, la liste des associés, et l'article 7 des statuts sont modifiés comme suit :

LISTE DES ASSOCIES

Les nouveaux associés sont :

1°) Monsieur ESTEBE Jean-Michel François, gérant de société, et Madame CAROL Régine Anne, sans profession, son épouse, demeurant à BOMPAS (09400)

Monsieur né à TOULOUSE (Haute-Garonne) le 25 Juillet 1959

Madame née à PAMIERS (Ariège) le 5 Janvier 1958

Mariés à la Mairie de BOMPAS (Ariège) le 16 Juillet 1977, sans contrat de mariage, donc sous le régime de la communauté légale de biens réduite aux acquêts, sans modification depuis.

2°) Mademoiselle ESTEBE Simone, assistante dentaire, demeurant au lieu-dit "La Bèxane" 09400 BOMPAS, célibataire

Née à TARASCON SUR ARIEGE le 10 Avril 1937

3°) Monsieur ESTEBE Fernand, artisan maçon, demeurant au lieu-dit "La Bèxane" 09400 BOMPAS, célibataire

Né à PAMIERS (Ariège) le 28 Mars 1936

4°) Madame MONTIEL Martine Jacqueline, sans profession, épouse de Monsieur AUBERT Jean-Jacques Henri Etienne, Ingénieur, demeurant 12 A rue de la République 09000 VERNIOLLE

Née à RIEUX MINERVOIS (Aude) le 27 Mai 1963

Mariée à la Mairie de COUIZA (Aude) le 7 Août 1982, sans contrat de mariage, donc sous le régime de la communauté légale de biens réduite aux acquêts, sans modification depuis.

5°) Monsieur CAROL Robert Jean Emmanuel, retraité, époux de Madame JALBERT Suzanne Andrée, sans profession, demeurant à LUZENAC (09250)

Né à TOULOUSE (Haute-Garonne) le 14 Février 1932

Marié à la Mairie d'USSAT (Ariège) le 5 Avril 1955 sans contrat de mariage, donc sous le régime de l'ancienne communauté légale de biens meubles et acquêts, sans modification depuis.

6°) Monsieur MAGRON Michel André Marie, retraité, époux de Madame BOSCHER Denise Marie Suzanne, sans profession, demeurant 09400 MERCUS GARRABET

Né à MEZIERES (Ardenes) le 3 Février 1928.

Marié à la Mairie de MESQUER (Loire-Atlantique) le 10 Septembre 1955, initialement soumis au régime de la séparation de

biens avec société d'acquêts suivant contrat de mariage reçu par Maître ASTRIE, notaire à TARASCON SUR ARIEGE le 1er Septembre 1955, mais ayant adopté le régime de la séparation de biens pure et simple suivant contrat de mariage reçu par Maître BALARD notaire à SAINT GIRONS (Ariège) le 26 Septembre 1980, homologué par jugement du Tribunal de Grande Instance de FOIX le 4 Décembre 1980, sans modification depuis.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de CINQUANTE MILLE FRANCS (50.000 francs) montant des apports effectués lors de la constitution de la société.

Il est divisé en CINQ CENTS parts de 100 F chacune numérotées de 1 à 500, entièrement libérées.

A la suite de cessions, ces parts appartiennent :

- A Monsieur ESTEBE Jean-Michel François à concurrence de 175 parts portant les numéros 1 à 175,	
ci	175 parts
- A Madame ESTEBE née CAROL à concurrence de 75 parts portant les numéros 176 à 250,	
ci	75 parts
- A Mademoiselle ESTEBE Simone à concurrence de 50 parts portant les numéros 251 à 300,	
ci	50 parts
- A Monsieur ESTEBE Fernand à concurrence de 50 parts portant les numéros 301 à 350,	
ci	50 parts
- A Madame AUBERT née MONTIEL à concurrence de 50 parts portant les numéros 351 à 400,	
ci	50 parts
- A Monsieur CAROL Robert à concurrence de 50 parts portant les numéros 401 à 450,	
ci	50 parts
- A Monsieur MAGRON michel à concurrence de 50 parts portant les numéros 451 à 500,	
ci	50 parts

Total égal au nombre de parts formant le capital social :	
ci	500 parts
	=====

Conformément à la loi, les associés déclarent expressément que lesdites parts sont réparties entre eux dans les proportions ci-dessus indiquées et qu'elles sont représentatives d'apports en espèces".

L'AN MIL NEUF CENT QUATRE VINGT HUIT
Le *PREMIER JUILLET*
Pardevant Maître MAURENS Guy notaire à FOIX (Ariège)
soussigné,

ONT COMPARU

1-) Monsieur ESTEBE Jean-Michel *électricien*, et Madame CAROL Régine *sans profession*, son épouse, demeurant à BOMPAS 09400 TARASCON SUR ARIEGE,
Monsieur né à TOULOUSE (Haut-Garonne) le 25 Juillet 1959,

Madame née à PANIERS (Ariège) le 5 Janvier 1958,
Dont le mariage a eu lieu à la Mairie BOMPAS (Ariège) le 16 Juillet 1977,

Soumis au régime de la communauté de biens réduite aux acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à leur union,
Ledit régime non modifié depuis.

2-) Mademoiselle ESTEBE Simone, assistante dentaire, demeurant au lieudit "La Bexange" BOMPAS 09400 TARASCON SUR ARIEGE, célibataire,
Née à BOMPAS (Ariège) le 10 Avril 1937,

3-) *Monsieur LIMOGES Yves, éluc de notaire, demeurant à Foix 2 Boulevard Alain Bureau*

Agissant au nom et comme mandataire de Monsieur ESTEBE Fernand, artisan maçon, demeurant au lieudit "La Bexange" BOMPAS 09400 TARASCON SUR ARIEGE, célibataire,

Né à PANIERS (Ariège) le 28 Mars 1936.

En vertu des pouvoirs qu'il lui a donnés à l'effet des présentes aux termes d'un acte sous signatures privées en date à *Bompas* _____ du *30 Juin 1988* _____ demeuré annexé aux présentes après mention.

4-) Monsieur AMIEL François Jean, retraité, époux de Madame ESTEBE Marie Jeanne, retraitée demeurant à MERCUS GARRABET (09400) TARASCON SUR ARIEGE

Monsieur né à MERCUS GARRABET (Ariège) le 5 Octobre 1924,

Madame née à BOMPAS (Ariège) le 29 Août 1924,
Dont le mariage a eu lieu à la Mairie de BOMPAS (Ariège) le 11 Juin 1955,

Soumis au régime de l'ancienne communauté légale de biens meubles et acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à leur union.

Ledit régime non modifié depuis.

5-) Monsieur CAROL Robert Joseph Emmanuel, contremaître époux de Madame JALBERT Suzanne Andrée, sans profession, demeurant à LUZENAC 09250,

Monsieur né à TOULOUSE (Haute-Garonne) le 14 Février 1932,

Madame née à TOULOUSE (Haute-Garonne) le 5 Juin 1935, Dont le mariage a eu lieu à la Mairie d'USSAT (Ariège) le 2 Avril 1955,

Soumis au régime de l'ancienne communauté légale de biens meubles et acquêts à défaut de contrat de mariage préalable à leur union, Ledit régime non modifié depuis.

6-) Monsieur MAGNON Michel André Marie, chirurgien dentiste, époux de Madame BOSCHER Denise Marie Suzanne, sans profession, demeurant Avenue de Pihès 09400 TARASCON SUR ARIEGE,

Monsieur né à MEZIERES (Ardennes) le 3 Février 1928, Madame née à TORANGE (Vaucluse) le 20 Février 1927, Dont le mariage a eu lieu à la Mairie de MESQUER

(Loire Atlantique) le 10 Septembre 1955,

Soumis initialement mariés sous le régime de la séparation de biens avec société d'acquêts aux termes de leur contrat de mariage reçu par Maître PSTRÉ, notaire à Tarascon-sur-Ariège (Ariège) le 1 Septembre 1955, Mais ayant adopté le régime de la séparation de biens pure et simple aux termes d'un acte reçu par Maître BACARD notaire à Saint Girons, le 26 Septembre 1980, homologué par jugement du Tribunal de Grande Instance de Foix en date du 4 Décembre 1980

+ Saint Denis (Seine)

LESQUELS, ont établi ainsi qu'il suit les statuts de la Société à Responsabilité Limitée qu'ils ont convenus de constituer.

-ARTICLE 1-
-FORME-

Il est formé entre les propriétaires des parts ci-après créées et de celles qui pourraient être créées ultérieurement, une société à responsabilité limitée qui sera régie par la loi du 24 juillet 1966, toutes autres dispositions légales ou réglementaires en vigueur et par les présents statuts.

-ARTICLE 2-
-OBJET-

La Société a pour objet en France et à l'étranger :
La réparation de gros matériels électriques, la vente et la réparation d'appareils électriques, électroniques, hydrauliques, mécaniques ou pneumatiques, et l'étude et la réalisation de machines à commandes électriques ou électroniques.

La participation de la Société, par tous moyens et sous quelque forme que ce soit, à toutes entreprises et à toutes sociétés créées ou à créer, pouvant se rattacher au même objet social, notamment par voie de création de sociétés nouvelles, d'apports, fusions, alliances ou associations en participation.

Et, d'une manière générale, toutes opérations quelles qu'elles soient, se rattachant directement ou indirectement à cet objet, et pouvant en faciliter le développement ou l'extension.

-ARTICLE 3-
-DENOMINATION SOCIALE-

La Société prend la dénomination de "ESTEBE ELECTRIC"

Dans tous les actes, lettres, factures, annonces, publications et autres documents de toute nature émanant de la Société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots "Société à Responsabilité Limitée" ou des initiales "S.A.R.L." et de l'énonciation du capital social.

-ARTICLE 4-
-SIÈGE SOCIAL-

Le siège social est fixé à TARASCON SUR ARIEGE (09400) Quartier Saint Roch,

Il est transféré en tout autre endroit de la même ville par simple décision de la gérance et en tout autre lieu en vertu d'une décision extraordinaire des associés.

-ARTICLE 5-
-DURÉE-

La durée de la Société est fixée à QUATRE VINGT DIX NEUF ANS à compter de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés .

-ARTICLE 6-
-APPORTS EN NUMÉRIQUE-

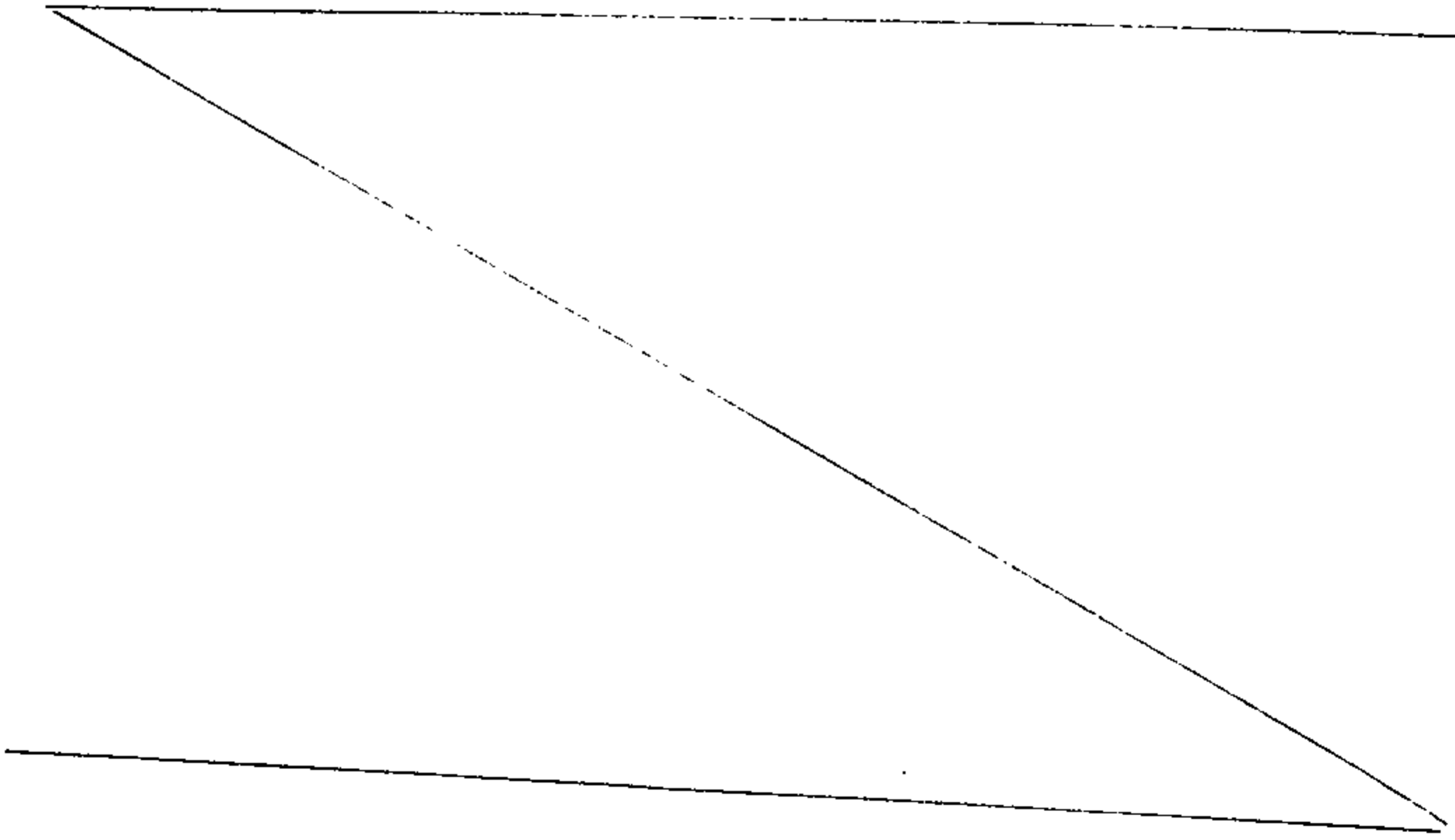
Les comparants tous susnommés font apport à la présente société des sommes en numéraire ci-après indiquées, savoir :

- Monsieur ESTEBE Jean Michel, une somme de DIX SEPT MILLE CINQ CENTS FRANCS entièrement versée, ci.....17 500 F
- Madame ESTEBE née CAROL Régine, une somme de SEPT MILLE CINQ CENTS FRANCS entièrement versée, ci..7 500 F
- Mademoiselle ESTEBE Simone, une somme de CINQ MILLE FRANCS, entièrement versée, ci.....5 000 F
- Monsieur ESTEBE Fernand, une somme de CINQ MILLE FRANCS, entièrement versée, ci.....5 000 F
- Monsieur ANIEL François, une somme de CINQ MILLE FRANCS, entièrement versée, ci.....5 000 F
- Monsieur CAROL Robert, une somme de CINQ MILLE FRANCS, entièrement versée, ci.....5 000 F
- Monsieur MAGRON, une somme de CINQ MILLE FRANCS, entièrement versée, ci.....5 000 F

Soit ensemble la somme de CINQUANTE MILLE FRANCS, ci.....50 000 F
=====

Laquelle somme de CINQUANTE MILLE FRANCS a été déposée à un compte ouvert au nom de la Société en formation, sous le numéro 11860502010 73 à l'agence de TARASCON SUR ARIEGE de la CAISSE REGIONALE DE CREDIT AGRICOLE MUTUEL DE L'ARIEGE.

Conformément à la loi, le retrait de ladite somme ne pourra être effectué par la gérance qu'après l'immatriculation de la Société, au registre du Commerce et des Sociétés et sur présentation du certificat du greffier attestant l'accomplissement de cette formalité.



-ARTICLE 7-
-CAPITAL SOCIAL-

Le capital social est fixé à la somme de CINQUANTE MILLE FRANCS (50 000 francs); il est divisé en CINQ CENTS (500) parts sociales de CENT francs (100 francs) chacune, entièrement libérées, numérotées de UN à CINQ CENTS (1 à 500) qui sont réparties entre les associés, en proportion de leurs apports respectifs, savoir :

- A Monsieur ESTEBE Jean Michel, à concurrence de CENT SOIXANTE QUINZE parts portant les numéros de 1 à 175 représentant un capital de DIX SEPT MILLE CINQ CENTS FRANCS,	ci.....175 parts 17 500 F
- A Madame ESTEBE née CAROL Régine, à concurrence de SOIXANTE QUINZE parts portant les numéros 176 à 250, représentant un capital de SEPT MILLE CINQ CENTS FRANCS,	ci.....75 parts 7 500 F
- A Mademoiselle ESTEBE Simone, à concurrence de CINQUANTE parts portant les numéros 251 à 300, représentant un capital de CINQ MILLE FRANCS,	ci.....50 parts 5 000 F
- A Monsieur ESTEBE Fernand, à concurrence de CINQUANTE parts portant les numéros 301 à 350, représentant un capital de CINQ MILLE FRANCS,	ci.....50 parts 5 000 F
- A Monsieur AMIEL François, à concurrence de CINQUANTE parts portant les numéros 351 à 400, représentant un capital de CINQ MILLE FRANCS,	ci.....50 parts 5 000 F
- A Monsieur CAROL Robert, à concurrence de CINQUANTE parts portant les numéros 401 à 450, représentant un capital de CINQ MILLE FRANCS,	ci.....50 parts 5 000 F
- A Monsieur MAGKON Michel, à concurrence de CINQUANTE parts portant les numéros 451 à 500, représentant un capital de CINQ MILLE FRANCS,	ci.....50 parts 5 000 F
TOTAL CINQ CENTS PARTS, ci.....	500 parts =====
Représentant le montant du capital social	
CINQUANTE MILLE FRANCS, ci.....	50 000 F =====

-ARTICLE 8-
-COMPTES COURANTS D'ASSOCIES-

Chaque associé aura la faculté sur la demande ou avec l'accord de la Gérance, de verser dans la Caisse Sociale, en compte courant, les sommes qui seraient jugées utiles pour les besoins de la Société.

Les conditions d'intérêts, de remboursement et de retrait de chacun de ces comptes seront déterminées, soit par

décision collective ordinaire des associés, soit par convention intervenue directement entre la Gérance et le déposant et soumise ultérieurement à l'approbation de l'Assemblée Générale des associés conformément aux dispositions de l'article 18 ci-après.

Les intérêts des comptes courants seront portés dans les frais généraux de la Société.

-ARTICLE 9-

~~-AUGMENTATION ET RÉDUCTION DU CAPITAL SOCIAL-~~

1 - Le capital social peut être augmenté par la création de parts nouvelles, ordinaires ou privilégiées, émises au pair ou avec prime et attribuées en représentation d'apports en nature ou en espèces, le tout en vertu d'une décision collective extraordinaire des associés, selon les modalités qu'elle détermine et en se conformant aux prescriptions des articles 61 et 62 de la loi du 24 juillet 1966.

Il peut également être augmenté, en vertu d'une semblable décision, par la conversion de tout ou partie des bénéfices et réserves en parts nouvelles ou par leur affectation à l'élévation de la valeur nominale des parts existantes.

2 - Le capital peut aussi être réduit par décision collective extraordinaire des associés pour cause de pertes ou par voie de remboursement ou de rachat partiels de parts et au moyen de la réduction de la valeur nominale ou du nombre des parts, sans toutefois que le capital social ou la valeur nominale des parts puissent être réduits au dessous des minima fixés par la loi.

Si, à la suite de pertes, le capital est ramené à un montant inférieur au minimum légal, la réduction doit être suivie dans le délai d'un an d'une augmentation ayant pour effet de le porter au moins à ce montant minimum, à moins que, dans le même délai, la Société ne se transforme en Société d'une autre forme n'exigeant pas un capital minimum. A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société, après avoir mis la Gérance en demeure de régulariser la situation.

En aucun cas, la réduction du capital, quelle qu'en soit la cause ne peut porter atteinte à l'égalité des associés

3 - Lors de toute augmentation ou réduction du capital social, comme dans le cas de division ou de regroupement des parts sociales, les associés devront, le cas échéant, faire leur affaire personnelle de toute acquisition ou cession de parts ou droits nécessaires pour supprimer les rompus et permettre ainsi l'attribution ou l'échange au profit de chacun d'eux d'un nombre entier de parts nouvelles.

-ARTICLE 10-

~~-PARTS SOCIALES-~~

1 - Les parts sociales doivent être intégralement libérées et réparties lors de leur création ; mention de leur libération et de leur répartition doit être portée dans les

statuts.

Elles ne peuvent être représentées par des titres négociables.

Elles sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chacune d'elles.

Les copropriétaires indivis sont tenus de désigner l'un d'entre eux pour les représenter auprès de la Société ; à défaut d'entente, il appartient à l'indivisaire le plus diligent de faire désigner par justice un mandataire chargé de les représenter.

Sauf convention contraire dûment signifiée à la Société, l'usufruitier représente valablement le nu-propriétaire aux décisions collectives des associés, quelle que soit la nature de ces décisions.

2 - Sauf à tenir compte, s'il y a lieu, du capital amorti et des droits des parts de catégories différentes, chaque part sociale donne droit à la même somme nette dans la répartition des bénéfices et produits au cours de la Société et dans la répartition de l'actif social en cas de liquidation.

Les droits et obligations attachés aux parts les suivent dans quelque main qu'elles passent. La possession d'une part emporte de plein droit adhésion aux présents statuts et aux résolutions régulièrement prises par les associés.

Les représentants, ayants-cause et héritiers d'un associé ne peuvent, sous aucun prétexte, requérir l'apposition des scellés sur les biens et valeurs de la Société, ni en demander le partage ou la licitation.

-ARTICLE 11-

-CESSION ET TRANSMISSION DES PARTS SOCIALES-

1 - Toute cession de parts sociales doit être constatée par acte notarié ou sous seings privés.

Elle n'est opposable à la Société qu'après qu'elle lui a été signifiée ou qu'elle l'a acceptée dans un acte authentique, conformément à l'article 1690 du Code Civil.

Elle n'est opposable aux tiers qu'après l'accomplissement de ces formalités et, en outre, après publicité au registre du commerce et des sociétés.

2 - Les parts sociales sont librement cessibles entre associés et au profit du conjoint et des héritiers en ligne directe du titulaire.

Elles ne peuvent être cédées à des tiers étrangers à la Société et au sein de la famille du cédant, à d'autres personnes que celles indiquées à l'alinéa précédent, qu'avec le consentement de la majorité des associés représentant au moins QUATRE VINGT POUR CENT (80 %) des parts sociales, cette majorité étant déterminée compte tenu de la personne et des parts de l'associé cédant.

A l'effet d'obtenir ce consentement, le projet de cession est notifié à la Société et à chacun des associés.

Si la Société n'a pas fait connaître sa décision dans le délai de trois mois à compter de la dernière des notifi-

cations, le consentement à la cession est réputé acquis.

Si la Société a refusé de consentir à la cession, les associés sont tenus, dans le délai de trois mois à compter de ce refus, d'acquérir ou de faire acquérir les parts à un prix fixé dans les conditions prévues à l'article 1843.4 du Code Civil. A la demande de la Gérance, ce délai peut être prolongé une seule fois par décision de justice sans que cette prolongation puisse excéder six mois.

La Société peut également, avec le consentement de l'associé cédant, décider, dans le même délai, de réduire son capital du montant de la valeur nominale des parts de cet associé et de racheter ces parts au prix déterminé dans les conditions prévues ci-dessus. Un délai de paiement qui ne saurait excéder deux ans peut, sur justification, être accordé à la Société par décision de justice. Les sommes dues portent intérêt au taux légal en matière commerciale.

Si, à l'expiration du délai imparti aucune des solutions prévues aux deux alinéas qui précèdent n'est intervenue, l'associé peut réaliser la cession initialement prévue, à moins que, au cours de ce délai, le cédant ne notifie à la société le retrait de sa demande.

Conformément à la loi, l'associé cédant ne pourra se prévaloir des dispositions ci-dessus concernant le rachat de ses parts à défaut d'agrément par les associés du cessionnaire proposer que s'il possède ses parts depuis au moins deux ans, à moins qu'il ne les ait recueillies en suite de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de donation par son conjoint ou par un ascendant ou descendant.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à tous modes de cession, même aux adjudications publiques, en vertu d'ordonnance de justice ou autrement, ainsi qu'aux transmissions de parts sociales entre vifs à titre gratuit.

3 - Les parts sociales sont librement transmissibles par voie de succession ou en cas de liquidation de communauté de biens entre époux, survenue par le décès de l'un d'eux.

Elles sont également transmissibles par voie de legs si le ou les légataires ont, en outre, la qualité d'héritier du défunt.

Dans ces différents cas, les nouveaux propriétaires devront, dans les plus courts délais, justifier à la Société de leur état civil, de leur qualité et de la propriété des parts sociales à eux transmises, par la production d'un certificat de propriété ou de tous autres actes probants. Jusqu'alors les parts ne pourront être représentées aux décisions collectives et l'exercice de leur droit sera suspendu, à moins que les héritiers et ayants droit du défunt, s'ils sont plusieurs, ne désignent à cet effet, d'un commun accord entre eux, ou fassent désigner par justice en cas de désaccord, pour la durée de l'indivision, l'un d'entre eux ou un mandataire commun pris parmi les autres associés et qui agira pour le compte de l'indivision, ce dont il devra être justifié à la société.

4 - En dehors des cas visés au paragraphe 3 où la transmission des parts peut s'effectuer librement, toutes au-

tres transmissions au profit de personnes non associées seront soumises à agrément et, éventuellement, au droit de rachat des associés ou de la Société, le tout dans les conditions et selon les modalités prévues ci-dessus, sous le paragraphe 2 en cas de cession de parts. Et, si à défaut d'agrément, aucune solution de rachat n'est intervenue dans le délai imparti, le consentement à la transmission des parts sera réputé acquis.

Il en sera ainsi:

- en cas de transmission de parts par voie de legs si le légataire n'a pas, en outre, la qualité d'héritier du défunt;

- en cas de liquidation de communauté de biens entre époux survenue du vivant d'eux, lorsque la transmission a lieu au profit de l'époux non associé;

- en cas de dissolution d'une personne morale associée par suite de fusion, scission, ou pour toute autre cause.

Dans ces différents cas, la décision des associés appelés à se prononcer sur l'agrément sera prise à la majorité en nombre des associés possédant plus de la moitié des parts sociales qu'ils représentent, étant formellement convenu que les parts dont la transmission est soumise à agrément seront exclues du vote et qu'il n'en sera pas tenu compte pour le calcul de la majorité.

-ARTICLE 12-
-GÉRANCE-

1 - La Société est gérée et administrée par une ou plusieurs personnes physiques, associées ou non, nommées, avec ou sans limitation de durée, par les associés dans les statuts, ou par décision ultérieure prise par un ou plusieurs associés représentant plus de la moitié des parts sociales.

Les associés nomment comme premier gérant Monsieur ESTEBE Jean Michel, l'un des coparants, qui accepte.

Cette nomination est faite sans limitation de durée.

2 - a) Dans les rapports avec les tiers, le gérant ou chacun des gérants est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société, sous réserve des pouvoirs que la loi attribue expressément aux associés statuant par décision collective dans les conditions énoncées ci-après sous l'article 13.

L'opposition formée par un gérant aux actes d'un autre gérant est sans effet à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit établi qu'ils en ont eu connaissance.

b) Dans les rapports entre associés, le gérant ou chacun des gérants a tous les pouvoirs nécessaires pour faire, dans l'intérêt de la Société, tous actes de gestion se rapportant à l'objet social, sauf le droit pour chacun des gérants, s'ils ont plusieurs, de s'opposer à toute opération avant qu'elle ne soit conclue.

Toutefois, de convention expresse et à titre de mesure d'ordre intérieur non opposable aux tiers, les actes suivants nécessitent l'accord des associés donné par décision extraordinaire ou ordinaire, selon qu'ils emportent directement ou

indirectement modification de l'objet social, savoir:

-les achats, ventes, apports ou échanges d'immubles ou fonds de commerce,
-les emprunts autres que les crédits bancaires
-les constitutions d'hypothèque ou de nantissement,
-les prises de participation, sous quelque forme que ce soit dans toutes les sociétés constituées ou à constituer.

Le ou les gérants seront tenus de respecter les présentes dispositions d'ordre interne entre les associés, sous peine de révocation et de toute action en dommages intérêts.

3 - Le Gérant ou chacun des Gérants, s'ils sont plusieurs, est tenu de consacrer tout le temps et les soins nécessaires à la bonne marche des affaires sociales.

4 - Le Gérant, ou, s'ils sont plusieurs, les Gérants, agissant conjointement, peuvent, sous leur responsabilité personnelle conférer toute délégation de pouvoirs spéciale et temporaire.

5 - Les Gérants sont responsables individuellement ou solidairement, selon les cas, envers la Société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives et réglementaires régissant les sociétés à responsabilité limitée, soit des violations des présents statuts, soit des fautes commises dans leur gestion.

Ils peuvent être révoqués par décision des associés ou de justice, le tout dans les conditions prévues par l'article 55 de la loi du 24 juillet 1966.

En cas de règlement judiciaire ou de liquidation des biens de la Société, les Gérants de droit ou de fait, apparents ou occultes, rémunérés ou non, peuvent être déclarés responsables du passif social et soumis aux interdictions et déchéances dans les conditions prévues par la loi.

6 - Chacun des Gérants a droit, en rémunération de ses fonctions, à un traitement fixe ou proportionnel ou à la fois fixe et proportionnel, dont le montant et les modalités de règlement sont déterminés par décision collective ordinaire des associés.

Cette rémunération figurera aux frais généraux.

En outre, chacun des gérants a droit au remboursement de ses frais de représentation et de déplacement sur justification.

-ARTICLE 13-

-DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES-

1 - Les décisions collectives des associés sont prises en assemblée ou par voie de consultation écrite, au choix de la gérance.

Toutefois, la réunion d'une assemblée est obligatoire pour les décisions relatives à l'approbation des comptes annuels et pour toutes autres décisions si elle est demandée par un ou plusieurs associés détenant la moitié au moins des parts sociales ou détenant, s'ils représentent au moins le quart des associés, le quart des parts sociales.

2 - En cas de réunion d'une assemblée, les associés y

sont convoqués par la gérance quinze jours francs d'avance par lettre recommandée indiquant son ordre du jour.

En cas de convocation d'une assemblée appelée à statuer sur les comptes d'un exercice, les documents sociaux visés à l'article 17 ci-après sont adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de l'assemblée.

En cas de convocation d'une assemblée autre que celle prévue à l'alinéa précédent, le texte des résolutions proposées, le rapport des gérants, ainsi que, le cas échéant, celui des commissaires aux comptes, sont adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de l'assemblée.

Toute assemblée irrégulièrement convoquée peut être annulée. Toutefois, l'action en nullité n'est pas recevable lorsque tous les associés étaient présents ou représentés.

En cas de consultation écrite, la gérance envoie à chaque associé par lettre recommandée avec avis de réception le texte des résolutions proposées accompagné du rapport de la gérance et des documents nécessaires à l'information des associés.

Les associés disposent d'un délai de quinze jours francs au moins à compter de la date de réception des projets de résolutions, pour émettre leur vote par écrit. Le vote est formulé sur le texte des résolutions proposées et pour chaque résolution par les mots "oui" ou "non". La réponse est adressée à la Société, également par lettre recommandée avec avis de réception.

Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus sera considéré comme s'étant abstenu.

3 - Chaque associé a droit de participer aux décisions collectives et dispose d'un nombre de voix égal à celui des parts sociales qu'il possède.

Un associé peut se faire représenter par son conjoint à moins que la société ne comprenne que les deux époux. Sauf si les associés ont au nombre de deux, un associé peut se faire représenter par un autre associé.

4 - Les décisions collectives sont prises aux conditions de majorité fixées par la loi, savoir :

a) Les décisions qualifiées d'ordinaires, c'est à dire appelées à statuer sur les comptes d'un exercice, à nommer ou révoquer les Gérants et à délibérer sur toutes questions n'emportant pas directement ou indirectement, modification des statuts, qu'autant qu'elles sont adoptées par des associés représentant plus de la moitié des parts sociales, si ce chiffre n'est pas atteint à la première consultation, les associés sont réunis ou consultés une seconde fois et les décisions sont alors valablement prises à la majorité des votes émis, quel que soit le nombre des votants sauf, en ce qui concerne la nomination et la révocation d'un gérant qui doivent toujours être adoptées par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

b) Toutes autres décisions, qualifiées d'extraordinaires, c'est à dire celles comportant ou entraînant modification des statuts et continuation de la société en cas de perte de plus de la moitié du capital social, qu'autant qu'elles sont

adoptées par des associés représentant au moins les trois/ quarts des parts sociales.

Toutefois, les associés ne peuvent, si ce n'est à l'unanimité, changer la nationalité de la Société ou la transformer en société en nom collectif, en commandite simple ou en commandite par actions, et en aucun cas, la majorité ne peut obliger un associé à augmenter son engagement social.

En outre, la transformation en société anonyme ne peut être décidée si la société n'a établi et fait approuver par les associés le bilan de ses deux premiers exercices. De plus, en application de l'article 72.1 de la loi du 24 Juillet 1966, la décision pour être valable doit être précédée du rapport d'un ou plusieurs commissaires désignés par décision de justice à la demande d'un gérant, chargés d'apprécier, sous leur responsabilité la valeur des biens composant l'actif social et les avantages particuliers.

Sous les mêmes réserves, la transformation en société anonyme peut, par exception, être décidée par des associés représentant la majorité des parts sociales si l'actif net figurant au dernier bilan excède le montant fixé par l'article 69 de la loi du 24 Juillet 1966.

c) Enfin, les décisions extraordinaires relatives à l'approbation des cessions de parts sociales à des tiers étrangers à la Société ne sont valablement prises qu'autant qu'elles sont adoptées par la majorité en nombre des associés représentant au moins les trois/quarts des parts sociales. Quant à celles visées à l'article 11.4 ci-dessus relatives à toutes autres cessions ou transmissions de parts sociales, elles peuvent être valablement prises à la majorité stipulée audit acte.

5 - Les décisions collectives des associés sont constatées par des procès-verbaux établis par la gérance sur un registre spécial, conformément à la réglementation en vigueur, et signés par le ou les gérants.

En cas de consultation écrite, la réponse de chaque associé est annexée au procès-verbal.

Lorsqu'une décision est constatée dans un acte ou procès-verbal notarié, celui-ci doit être transcrit ou mentionné sur le registre spécial, sous la forme d'un procès-verbal dressé et signé par la gérance.

Les copies ou extraits des procès-verbaux constatant des décisions collectives à produire en justice ou ailleurs sont valablement certifiés conformes par un seul gérant, et durant la période de liquidation, par un seul liquidateur.

- ARTICLE 14 -
- COMMISSAIRES AUX COMPTES -

Si le capital social vient à excéder le montant prévu par le décret numéro 67-236 du 23 mars 1967 article 43, la Société sera pourvue, dans les plus courts délais, à l'initiative de la Gérance et par décision collective ordinaire des associés, d'un ou plusieurs Commissaires aux comptes investis des fonctions, pouvoirs et attributions que leur confère la

loi.

Les Commissaires aux comptes sont nommés pour trois exercices. Leurs fonctions expirent après la réunion de l'assemblée ordinaire des associés qui statue sur les comptes du troisième exercice.

- ARTICLE 15 -
- EXERCICE SOCIAL -

L'exercice social commence le 1er Janvier et se termine le 31 Décembre.

Par exception, le premier exercice social comprendra ~~seulement~~ le temps à courir jusqu'au 31 Décembre 1989.

- ARTICLE 16 -
- INVENTAIRE - COMPTES ET BILAN -

Les écritures de la Société sont tenues conformément aux lois et usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, la gérance dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Elle dresse également les comptes annuels qui comprennent le bilan, le compte de résultat, l'annexe, après avoir procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance des bénéfices aux amortissements et provisions nécessaires pour que le bilan soit sincère.

Elle établit un rapport écrit sur la situation de la Société et l'activité de celle-ci pendant l'exercice écoulé.

Elle rend compte dans son rapport, de l'activité des filiales de la société, le cas échéant, par branche d'activité en faisant ressortir les résultats obtenus.

Les comptes sont établis, chaque exercice, selon les mêmes formes et les mêmes méthodes d'évaluation des années précédentes.

Toutefois, en cas de propositions de modification, l'assemblée générale des associés, au vu des comptes établis selon les formes et méthodes, tant anciennes, que nouvelles et sur rapport de la gérance et du commissaire aux comptes, s'il en existe un, se prononce sur les modifications proposées.

- ARTICLE 17 -
- APPROBATION DES COMPTES -
- DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIES -

Le rapport de la Gérance sur les opérations de l'exercice, l'inventaire, les comptes annuels, sont soumis à l'approbation des associés réunis en assemblée dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

A cette fin, les documents visés à l'alinéa précédent, autres que l'inventaire, ainsi que le texte des résolutions proposées et, le cas échéant, le rapport du Commissaire aux comptes sont adressés aux associés quinze jours au moins avant la date de l'assemblée. Pendant ce même délai, l'inventaire

est tenu au siège social à la disposition des associés. Toute délibération prise en violation de ces dispositions peut être annulée.

A compter de la communication prévue à l'alinéa précédent, tout associé a la faculté de poser par écrit des questions auxquelles la gérance est tenue de répondre au cours de l'assemblée.

L'associé peut, en outre, et à toute époque, prendre par lui-même et au siège social connaissance des comptes annuels, inventaires, rapports soumis aux assemblées et procès-verbaux de ces assemblées concernant les trois derniers exercices. Sauf en ce qui concerne l'inventaire, le droit de prendre connaissance emporte celui de prendre copie.

- ARTICLE 18 -
- CONVENTIONS ENTRE LA SOCIÉTÉ ET L'UN DE SES -
- GÉRANTS OU ASSOCIÉS -
- INTERDICTION D'EMPRUNT -

1 - Le gérant ou s'il en existe un le commissaire aux comptes, présente à l'assemblée, ou joint aux documents communiqués aux associés, un rapport spécial sur les conventions intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et l'un de ses gérants ou associés.

L'assemblée statue sur ce rapport. Le gérant ou l'associé intéressé ne peut prendre part au vote et ses parts ne sont pas prises en compte pour le calcul du quorum et de la majorité.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le gérant et s'il y a lieu pour l'associé contractant, de supporter individuellement ou solidairement, selon les cas, les conséquences du contrat préjudiciables à la société.

Les dispositions du présent article s'étendent aux conventions passées avec une société dont un associé indéfiniment responsable, gérant, administrateur, directeur général, membre du directoire ou membre du conseil de surveillance, est simultanément gérant ou associé de la société à responsabilité limitée.

2 - A peine de nullité du contrat, il est interdit aux gérants ou associés de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

Cette interdiction s'applique également aux conjoints ascendants et descendants des gérants et associés, ainsi qu'à toute personne interposée.

- ARTICLE 19 -
- AFFECTATION ET RÉPARTITION DES BÉNÉFICES -

Les produits nets de chaque exercice, déduction faite des frais généraux, et autres charges de la société y compris tous amortissements et provisions constitués en conformité des dispositions de l'article 16 ci-dessus constituent les bénéfices nets ou les pertes de l'exercice.

Sur les bénéfices nets, diminués, le cas échéant, des pertes antérieures, il est tout d'abord prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale; ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque ledit fonds atteint une somme égale au dixième du capital social; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue en dessous de cette fraction.

Le solde augmenté, le cas échéant, des reports bénéficiaires constitue le bénéfice distribuable.

Après approbation des comptes, l'assemblée générale détermine la part de ce bénéfice attribuée aux associés sous forme de dividende et affecte, le cas échéant, la part non distribuée, dans les proportions qu'elle détermine, soit à un ou plusieurs fonds de réserves, généraux ou spéciaux, soit au compte "reports bénéficiaires".

En outre, l'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves sociales autres que la réserve légale, soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Si un exercice accuse des pertes, celles-ci sont, après approbation des comptes de l'exercice, inscrites au bilan à un compte spécial.

- ARTICLE 20 -
- PERTE DE PLUS DE LA MOITIÉ DU CAPITAL SOCIAL -

1.- Si du fait de pertes constatées dans les documents comptables et sauf l'exception prévue ci-après sous le paragraphe 2, les capitaux propres de l'entreprise deviennent inférieurs à la moitié du capital social, la gérance et, à son défaut, le commissaire aux comptes, s'il en existe un, est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître cette perte, de consulter les associés à l'effet de décider, à la majorité exigée pour la modification des statuts, s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée à la majorité exigée pour la modification des statuts, la société est tenue, au plus tard à la clôture du deuxième exercice suivant celui au cours duquel la constatation des pertes est intervenue, de réduire son capital d'un montant au moins égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si, dans ce même délai, les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du ca-

pital social, le tout sous réserve de l'application des dispositions de l'article 35 de la loi du 24 Juillet 1966 lorsque l'opération a pour effet de ramener le capital social à un montant inférieur au minimum légal.

Dans les deux cas, la résolution adoptée par les associés est publiée conformément à la loi.

A défaut par le gérant ou le commissaire aux comptes de provoquer une décision, ou si les associés n'ont pu délibérer valablement, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la société. Il en est de même si les stipulations de l'alinéa 2 ci-dessus n'ont pas été appliquées. Dans tous les cas, le Tribunal peut accorder à la société un délai maximal de six mois pour régulariser la situation; il ne peut prononcer la dissolution, si, au jour où il statue sur le fond, cette régularisation a eu lieu.

2.- Conformément à la loi, les dispositions qui précèdent ne seraient pas applicables au cas où la société serait en état de règlement judiciaire ou soumise à la procédure de suspension provisoire des poursuites et d'apurement collectif du passif.

- ARTICLE 21 -
- DISSOLUTION - LIQUIDATION -

A l'expiration de la durée de la Société ou en cas de dissolution anticipée pour quelque cause que ce soit, la liquidation en est faite par le ou les gérants alors en fonctions et, en cas de décès du gérant unique, comme dans le cas de refus ou de démission, par un ou plusieurs liquidateurs pris parmi les associés ou en dehors d'eux, nommés par décision collective ordinaire des associés et, à défaut d'entente, par le président du Tribunal de Commerce du lieu du siège social, à la requête de la partie la plus diligente.

La liquidation s'effectue conformément aux dispositions prévues par les articles 390 et suivants de la loi No 66-537 du 24 Juillet 1966 et les articles 266 et suivants du décret No 67-236 du 23 Mars 1967.

Le produit net de la liquidation, après l'extinction du passif et des charges sociales et le remboursement aux associés du montant nominal non amorti de leurs parts sociales, est partagé entre les associés, proportionnellement au nombre de leurs parts.

- ARTICLE 22 -
- CONTESTATIONS -

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la société ou de sa liquidation, soit entre les associés, la gérance et la société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents du siège social; à cet effet, en cas de contestation, tout associé est tenu de faire élection de domicile dans le ressort du siège social, et toutes assigna-

tions et significations seront régulièrement faites à ce domicile élu, sans avoir égard au domicile réel; à défaut d'élection de domicile, les assignations et significations seront valablement faites au Parquet de Monsieur le Procureur de la République, près le Tribunal de Grande Instance du siège social.

- ARTICLE 23 -

- JOUISSANCE DE LA PERSONNALITÉ MORALE DE LA SOCIÉTÉ -
- IMMATRICULATION AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIÉTÉS -
- PUBLICITÉ - POUVOIRS -

1 - La société ne jouira de la personnalité morale qu'à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

En vue d'obtenir cette immatriculation, les associés comparants seront tenus de souscrire et déposer au Greffe du Tribunal de Commerce de FOIX (Ariège) la déclaration de conformité prescrite par la loi.

2 - En outre, et dès à présent, la gérance est autorisée à réaliser les actes et engagements rentrant dans le cadre de l'objet social et de ses pouvoirs.

Après immatriculation de la société au registre du Commerce et des sociétés, ces actes et engagements seront soumis à l'approbation de l'assemblée générale ordinaire des associés appelée à statuer sur les comptes du premier exercice social. Cette approbation emportera de plein droit reprise par la Société desdits actes et engagements.

3 - Enfin, tous pouvoirs sont donnés au gérant ou à chacun des gérants, s'ils sont plusieurs, pour remplir les formalités de publicité prescrites par la loi.

- ARTICLE 24 -

- FRAIS -

Les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites, seront supportés par la société, portés au compte des frais généraux et amortis dans la première année, et, en tout cas, avant toute distribution de bénéfices.

Election de domicile
Pour l'exécution des présentes, les parties font
élection de domicile à FOIX (Ariège) en l'étude de Maître
MAURENS notaire soussigné.

DONT ACTE SUR DIX HUIT PAGES
La lecture du présent acte a été donnée aux parties et
les signatures de celles-ci sur ledit acte, ont été recueil-
lies par Maître MAURENS Notaire soussigné.
A FOIX (Ariège) en l'Etude du Notaire soussigné.
A la date indiquée en tête des présentes.
Et le Notaire a signé le même jour.